

LA TRÉSORERIE EN DANGER

Mobilisation contre un transfert des services à Douai

SOMAIN Considéré comme la première étape avant la fermeture de la trésorerie, le transfert d'une partie de ses services à Douai est dénoncé par les représentants du personnel et les élus locaux.

Mi-septembre, la direction régionale des finances publiques a informé les représentants du personnel du projet de transfert d'une partie des services de la trésorerie de Somain vers le centre des finances de Douai. Un transfert qui serait effectif au 1er janvier 2018. Car, à peine ce projet dévoilé, syndicats et élus locaux ont immédiatement réagi. Pourquoi s'opposer à ce transfert partiel ? « *C'est toute la gestion du centre hospitalier de Somain y compris celle de l'EHPAD (ndlr : dont la capacité d'accueil va bientôt passer de 30 à plus de 80 places) qui sera géré à distance* », explique Mathieu Silbermann, secrétaire départemental FO. Ce qui est incompréhensible c'est, qu'alors qu'un EHPAD tout neuf va être construit en 2018, la direction des finances publiques éloigne le centre gestionnaire. « *C'est justement pendant ce moment délicat qu'est la construction d'un EHPAD qu'on a besoin d'une collaboration de proximité* », renchérit Nadine GLPA, représentante FO au centre hospitalier. « *C'est toute la gestion du centre hospitalier qui serait retirée* », prévient Laurent Périn, de la CGT finances publiques, sans que Douai ait plus de moyens. La dizaine de fonctionnaires restera sur



Les représentants des syndicats locaux et régionaux jugent ce projet « incompréhensible et inacceptable ».

place à Somain mais il n'y aura pas de renfort à Douai. C'est ce qui inquiète les représentants du personnel qui suivent « *depuis 14 ans une suppression continue d'emplois dans (leur) administration* » : sur les 10 personnes de la trésorerie de Somain, cinq seront en retraite dans

moins de trois ans. Et ne seront pas remplacées ? A se demander si ce n'est pas purement et simplement la fermeture de la trésorerie qui est programmée... « *Ce projet est là pour absorber les suppressions d'emplois passées et à venir.* » « *Les conséquences seraient nombreuses*

pour les usagers, les agents hospitaliers, les élus locaux », annoncent en chœur les syndicalistes. « *L'éloignement géographique, notamment pour les populations les plus fragiles, est inacceptable.* » Prenons l'exemple d'une personne âgée sous tutelle : son argent est parfois directement géré par la trésorerie locale. Idem pour les petites sommes qu'un patient doit parfois à l'hôpital : « *pour 10 ou 20 euros à payer, personne ne va se déplacer à Douai* », prévient Mathieu Silbermann, qui démontre que ce projet va à l'encontre d'un recouvrement efficace. Autre argument détaillé par Laurent Lamblin, représentant Solidaires : la fin de l'accueil du public. « *Il y a encore beaucoup de personnes qui n'ont pas accès à Internet ou qui ont besoin de nos conseils. Comment va-t-on pouvoir les recevoir, les informer ?* » La fin de cette proximité inquiète surtout les quelque 400 employés et la direction du CH de Somain.

Jeudi 12 octobre, jour de marché, quelques heures avant la pose de la première pierre de l'EHPAD, les syndicalistes organisent une opération de tractage et d'information de la population. Une pétition tourne depuis plus d'une semaine (aussi sur change.org) et a recueilli déjà plus de 700 signatures.